

«Le plan Schuman» dans Paraat (27 avril 1951)

Légende: Le 27 avril 1951, après la signature du traité établissant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le périodique Paraat, organe de presse du Parti socialiste néerlandais rappelle les enjeux du plan Schuman.

Source: Paraat. Weekblad van de Partij van de Arbeid. 27.04.1951. Amsterdam: NV De Arbeiderspers-Partij van de Arbeid. "Plan-Schuman", auteur:Ruygers, Geert.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_plan_schuman_dans_paraat_27_avril_1951-fr-0e1968e0-a384-4d85-bd30-b097e7a6505a.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Le plan Schuman

Au terme de longues et parfois houleuses négociations, le plan Schuman est enfin achevé et a été approuvé par les ministres des pays concernés. Un dernier obstacle doit encore être levé: la ratification par les différents parlements. Le résultat de ces pourparlers parlementaires laisse cependant peu de doute, à l'exception de l'Allemagne.

Nous constatons avec satisfaction que les Pays-Bas ont pris une part active à la réalisation de ce plan et que la contribution de la délégation néerlandaise s'est à plusieurs reprises avérée plus importante que ne le laisserait présager la position de notre petite nation ou encore notre production d'acier et de charbon. Cela revêt une signification d'autant plus grande que le gouvernement néerlandais occupe une place particulière parmi les autres gouvernements, qui ont pris part aux pourparlers pour le plan à Paris. Des six gouvernements des pays Schuman, les Pays-Bas sont les seuls où l'élément socialiste est représenté, notamment dans le domaine socio-économique et financier. De plus, malgré tous les reproches que l'on peut adresser à la politique de notre pays, il est un fait que, de manière générale, notre politique financière et économique revêt un élément de gestion et de planification, pour lequel les autres pays du continent européen restent clairement à la traîne. Dans le cas des pourparlers à Paris, ce point a plus que jamais exercé une influence positive.

Le plan Schuman n'a pas vu le jour sans le mouvement socialiste, et ce essentiellement en raison de la présence des socialistes au gouvernement néerlandais. La signification essentielle que peut revêtir à l'avenir le plan Schuman pour l'ensemble de l'économie de l'Europe occidentale lui confère une valeur particulière. Ceci souligne également, entre parenthèses, que la question de savoir si, à cette époque, les socialistes doivent prendre part au gouvernement, doit être mesurée à l'aune de critères tant nationaux qu'internationaux.

Le plan Schuman représente une étape constructive sur la voie de l'unité européenne. Tant de facettes de la situation internationale actuelle sont source de déception ou de préoccupation que, de la trop rare lueur d'espoir que représente le plan Schuman, on peut bien insister sur la fin d'une époque. La situation n'est donc fort heureusement pas désespérée et dépourvue de perspective au point qu'il ne soit plus possible d'obtenir des résultats positifs, à partir du moment où la volonté d'y parvenir est réellement présente de part et d'autre.

L'intégration économique de l'Europe est selon nous au cœur de la question de l'intégration européenne. Nous devons somme toute en arriver à la création d'un marché unique européen. Et le plan Schuman vise également à ouvrir une nouvelle voie vers l'atteinte de cet objectif. Car jusqu'à présent, nous avons uniquement tenté d'atteindre cet objectif au moyen d'une libéralisation libérale. Le plan Schuman comprend au contraire une série d'éléments économiques manifestes. Deux méthodes s'y côtoient et s'y opposent. Et pour l'heure, alors qu'il est de plus en plus clair que la libéralisation ne nous permettra pas d'y parvenir, cette alternative revêt tout son sens.

Ensuite, il est tout particulièrement important que le plan Schuman soit à la fois fonctionnel et fédéraliste, ce qui lui permet de surmonter une opposition qui menaçait de paralyser l'évolution vers une plus grande unité en Europe. Ce plan est fonctionnel puisqu'il fait de l'intégration une réalité dans un domaine concret, celui de l'acier et du charbon. Il est fonctionnel, puisqu'il s'attèle sérieusement à la cession d'une part de souveraineté nationale. Le plan Schuman est parvenu à faire passer l'intégration européenne de la sphère de la propagande et de la théorie à celle des possibilités pratiques. Ceci justifie aussi précisément la confiance envers la disposition de la Grande-Bretagne à prendre part prochainement, d'une manière ou d'une autre, au plan Schuman.

En troisième lieu, on peut observer que dans le cadre du plan Schuman, les plus faibles sont aidés par les plus forts. Cela signifie concrètement qu'au cours des premières années, les Pays-Bas et l'Allemagne devront apporter leur soutien à la Belgique. Pour les Pays-Bas, cela implique incontestablement un sacrifice. Ce qui est désagréable, mais indispensable. C'est nécessaire, sans quoi, si les plus forts n'aident pas les pauvres, il ne sera pas question d'intégration européenne. C'est justement un manque de réelle disposition à

faire temporairement un sacrifice afin de s'en porter mieux à la longue qui a considérablement freiné jusqu'ici l'unification européenne. Le plan Schuman a également le mérite d'avoir ouvert une voie nouvelle et réaliste.

Le plan Schuman revêt encore bien d'autres aspects dignes d'intérêt. Ainsi, contrairement à l'O.E.C.E. et au Benelux, le plan Schuman intègre dès le départ le syndicalisme et le fera encore à l'avenir. Il est impossible d'approfondir tout cela dans le cadre de cet article. Et bien évidemment, le plan Schuman tel qu'il vient de naître est également à plusieurs égards un compromis, et divers points nécessiteront ou imposeront une révision. Le plan Schuman ne répond pas explicitement aux principes socialistes. La raison en est avant tout que les partis socialistes attachent davantage d'importance au culte des contradictions politiques de toutes sortes qu'aux questions internationales. Ce qui suffit en somme à conserver notre sens critique, même envers le plan Schuman. Mais, comme l'a dit à juste titre le procureur général Drees: le visage du parti ne doit pas toujours être austère. Maintenant que le plan Schuman a passé le premier tour, on peut se permettre d'exprimer notre satisfaction quant au résultat obtenu. Car le sort de l'Europe dépend de plans courageux et tournés vers l'avenir comme le plan Schuman.

GEERT RUYGERS